

Stéphane MELLOUL
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie
Régionale de Paris
12, Rue du Quatre-Septembre
75002 PARIS

MAÎTRISE DES HAUTS-DE-SEINE

Association régie par la Loi du 1er juillet 1901
Siège social : La Seine Musicale - L'Île Seguin
92100 BOULOGNE BILLANCOURT
SIREN : 338 174 196

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2023

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux Adhérents de l'Association MAÎTRISE DES HAUTS-DE-SEINE,

1 OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MAÎTRISE DES HAUTS-DE-SEINE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2 FONDEMENT DE L'OPINION

2.1 Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2 Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

2.3 Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

2.4 Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux Membres sur la situation financière et les comptes annuels.

2.5 Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

2.6 Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

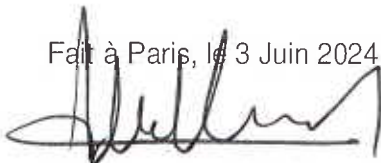
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met

en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueil des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 3 Juin 2024



Stéphane MELLOUL
Commissaire aux comptes

Bilan actif

	Brut	Amort. &	Net au	Net au
		Dépréciations	31/12/2023	31/12/2022
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires				
Autres immobilisations incorporelles	306 836	203 875	102 961	124 707
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	1 376 784	1 319 847	56 937	5 705
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes			0	0
Biens reçus par legs ou donations				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
Total I	1 683 620	1 523 722	159 898	130 412
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	-00		-00	101 114
Créances				
Usagers et comptes rattachés	131 536		131 536	178 582
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	10 495		10 495	9 408
Divers				
Valeurs mobilières de placement	890 134		890 134	879 302
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	179 549		179 549	156 196
Charges constatées d'avance	60 000		60 000	148 911
Total II	1 271 715		1 271 715	1 473 214

Comptes annuels Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Bilan actif

	Brut	Amort. &	Net au	Net au
		Dépréciations	31/12/2023	31/12/2022
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion - Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	2 955 335	1 523 722	1 431 614	1 603 626

Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

Comptes annuels Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Bilan passif

	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Première situation nette établie		
Fonds statutaires		
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise	7 622	7 622
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projets de l'entité		
Autres réserves	65 000	65 000
Report à nouveau	349 543	367 698
Excédent ou déficit de l'exercice	1 933	-18 154
SITUATION NETTE	424 099	422 166
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	-26	-26
Provisions réglementées		
Total I	424 073	422 140
FONDS REPORTEES ET DEBIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	218 500	408 500
Total II	218 500	408 500
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	241 899	219 419
Total III	241 899	219 419
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	246 036	287 563
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	273 573	228 504
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	27 532	37 500
Total IV	547 141	553 567
Ecart de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 431 614	1 603 626

Bilan passif

	Net au	Net au
	31/12/2023	31/12/2022

(1) Dont à plus d'un an (a) Dont à moins d'un an (a)		
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs (a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	Exercice N	Exercice N- 1
	31/12/2023	31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et de services	743 587	504 110
Ventes de biens		
Dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	743 587	504 110
Dont parrainages		
	1 721	
Produits de tiers financeurs	430	1 716 152
	1 700	
Concours publics et subventions d'exploitation	510	1 701 272
Verst fondateurs ou consommations de la dotation		
Ressources liées à la générosité du public	20 920	14 880
Dont Dons manuels	20 920	14 880
Dont Mécénats		
Dont Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	-00	89
Utilisation des fonds dédiés	190 000	345 000
Autres produits	363	7 913
Total I	2 655 380	2 573 265
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	19 567	35 966
Variation des stocks		
Autres achats et charges externes	695 330	801 709
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	66 762	73 774
	1 075	
Salaires et traitements	353	987 526
Charges sociales	692 679	594 120
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	110 198	172 483
Dotations aux provisions	22 480	44 550
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	8 040	3 009
Total II	2 690 411	2 713 137
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-35 029	-139 871
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
Autres intérêts et produits assimilés	13 634	3 302
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions valeurs mobilières de placement		
Total III	13 634	3 302

Compte de résultat

	Exercice N	Exercice N- 1
	31/12/2023	31/12/2022
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amort, dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change	2 119	
Charges nettes cessions valeurs mobilières de placement		
Total IV	2 119	
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	11 515	3 302
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-23 515	-136 569
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	30 000	122 947
Reprises/provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	30 000	122 947
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	4 552	4 531
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		
Total VI	4 552	4 531
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	25 448	118 417
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I+III+V+IX)	2 699 014	2 699 514
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII+X)	2 697 081	2 717 668
EXCEDENT OU DEFICIT	1 933	-18 154
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature Personnel Bénévole		
TOTAL		

ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

La Maîtrise des Hauts de Seine est une association reposant sur 4 axes :

1. FORMATION
2. ACTIONS DE MÉDIATION CULTURELLE SUR LE TERRITOIRE DES HAUTS-DE-SEINE
3. SOLIDARITÉ ET MÉMOIRE
4. ÊTRE AU SERVICE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU 92

1 - FORMATION

La Maîtrise des Hauts-de-Seine a pour but principal d'initier et de former entièrement gratuitement les jeunes à l'art lyrique et l'art dramatique **quelles que soient les difficultés qu'ils rencontrent** (handicap, santé, problèmes sociaux, échec scolaire...) et **majoritairement alto-séquanais**.

En 2023, elle aura dispensé 4.426 heures aux 463 Maîtrisiens bénéficiant de sa formation.

La spécificité de la pédagogie employée par la Maîtrise des Hauts-de-Seine repose sur le fait qu'au cours de leur formation, ces jeunes gens peuvent, s'ils le souhaitent, pratiquer concrètement le chant choral, la comédie musicale, le théâtre **en se produisant lors de spectacles professionnels**. Il s'agit de ce que la Maîtrise des Hauts-de-Seine nomme LA FORMATION APPLIQUÉE. A cet effet, l'association s'efforce sans relâche de développer et de renforcer ses prestigieux partenariats artistiques comme l'Opéra National de Paris dont elle est le chœur d'enfants officiel est depuis 1995, le Théâtre des Champs-Élysées, le Festival d'Aix-en-Provence, l'Opéra Royal de Versailles, la Comédie Française, les maisons d'opéra de province (Rouen, Caen, Dijon, etc.)

Cette expérience est une occasion unique pour eux de rencontrer et de travailler aux côtés des plus grands chanteurs, instrumentistes, metteurs en scène et chefs d'orchestres internationaux de notre époque.

Dans ces cas-là il ne s'agit pas d'activité de production de spectacles par l'association mais de prestations de services proposées aux partenaires artistiques prestigieux de l'association. Ces prestations de services entrent dans le cadre lucratif de l'Association et les recettes qu'elles génèrent, correspondent aux salaires des enfants, leurs frais de transport et leurs frais d'hébergement. Actuellement, toutes ces recettes sont largement compensées par ces dépenses.

Enfin, les éventuels excédents servent à financer l'amélioration des conditions de la formation des enfants.

Cette activité lucrative s'est caractérisée par une sensible augmentation en 2023 par rapport à l'année 2022.

L'ensemble des prestations a généré environ 629 K€ en 2023 soit plus de 68,7% par rapport à 2022.

Cette spécificité de la pédagogie a permis à la Maîtrise des Hauts-de-Seine d'acquérir une renommée internationale pour en faire un acteur incontournable du paysage musical français.

2 - ACTIONS DE MÉDIATION CULTURELLE SUR LE TERRITOIRE DES HAUTS-DE-SEINE

Les autres actions menées par l'association conformément aux missions de service public définies par le Conseil départemental des Hauts-de-Seine sont des actions de médiation culturelle et de sensibilisation des publics menées dans le département des Hauts-de-Seine, s'articulant comme suit :

1. Opéra Bout'Chou

Cette opération créée en 2009 conformément aux souhaits du Conseil départemental des Hauts-de-Seine de faire découvrir aux bébés et aux très jeunes enfants de la musique adaptée à leur âge a permis à plus de 3000 enfants âgés de moins de 3 ans d'assister à des représentations de contes musicaux données dans les crèches alto-séquanaises et les PMI du département.

2. Graine d'Opéra

Cette opération créée en 2000 conformément aux souhaits du Conseil départemental des Hauts-de-Seine a permis à plus de 80.000 enfants de découvrir gratuitement des opéras pour enfants.

3. Opéra Vermeil

La Maîtrise offre des spectacles dans les résidences pour personnes âgées des Hauts-de-Seine afin de maintenir les liens intergénérationnels et de rompre l'isolement par le biais d'un moment de partage musical.

4. La Maîtrise du Cœur

La Maîtrise des Hauts-de-Seine reçoit dans ses locaux des bénéficiaires d'associations alto-séquanaises telles que Les Petits Frères des Pauvres, Les Restos du Cœur, public particulièrement démunie et éloigné de la Culture. Nous développons pour ce public des programmes spécifiques, le plus éclectique possible et terminons ces représentations par un petit goûter, moment de partage entre ces bénéficiaires et nos Maîtrisiens.

5. Maîtrise en balade

Cette opération créée en 2005 conformément aux souhaits du Conseil départemental des Hauts-de-Seine d'une démocratisation de la musique dite savante et d'une offre culturelle de qualité et gratuite pour le public a permis à plus d'une dizaine de milliers de spectateurs d'assister à des concerts gratuits la Maîtrise des Hauts-de-Seine.

6. Opéra de Seine

Conformément aux souhaits du Conseil départemental des Hauts-de-Seine d'une démocratisation de la musique dite savante, la Maîtrise des Hauts-de-Seine offre des représentations d'opéra permettant aux alto-séquanais d'assister à des représentations gratuites en plein air ou dans les théâtres de leur commune.

7. Familia Opéra

Moment de partage unique de l'opéra en famille, Familia Opéra est une opération permettant de venir en famille découvrir l'opéra.

3 - SOLIDARITÉ ET MÉMOIRE

Afin de **renforcer** et d'accompagner **l'esprit de solidarité** initiée chez les jeunes gens de la Maîtrise des Hauts-de-Seine, l'association développe, dans le cadre de ses actions « *Maîtrise Solidaire* », des partenariats avec des associations caritatives en proposant des concerts gratuits permettant de lever des fonds pour de grandes causes nationales et internationales.

Dans le cadre de ses actions « *Devoir de Mémoire* » et afin de préserver et transmettre aux nouvelles générations la mémoire et les valeurs républicaines des hommes et femmes qui ont défendu le territoire national et ses idéaux, les jeunes gens de la Maîtrise des Hauts-de-Seine sont invités à participer aux cérémonies comme celle du Mont-Valérien ou du Souvenir de la Résistance et de la Déportation.

4 - ÊTRE AU SERVICE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU 92

La Maîtrise des Hauts-de-Seine est soutenue depuis 1985 par le département des Hauts-de-Seine.

Dans ce cadre, elle **répond aux demandes que le Conseil départemental des Hauts-de-Seine** peut lui formuler concernant sa **participation à des événements ou des actions qu'il organise** : Impromptus du Mardi, Journées du Patrimoine Senior organisées par l'Institut des Hauts-de-Seine, inaugurations et cérémonies diverses, Journée portes ouvertes de La Seine Musicale, cérémonie des vœux... et **participe au rayonnement du Conseil départemental des Hauts-de-Seine** en lui assurant une visibilité dans le cadre des partenariats prestigieux artistiques qu'elle développe et lors des tournées qu'elle organise chaque année.

Par ailleurs, La Maîtrise des Hauts-de-Seine est installée en résidence depuis février 2017 à l'initiative du Conseil départemental des Hauts-de-Seine dans les locaux qui lui sont dédiés à La Seine Musicale à Boulogne-Billancourt. La Seine Musicale est le plus grand dispositif musical des Hauts-de-Seine accueillant deux salles de spectacles, des studios d'enregistrement et deux autres entités en résidence : un orchestre Insula Orchestra et l'Académie de Philippe Jaroussky. La Maîtrise des Hauts-de-Seine a toute sa place au centre de ce projet.

La Maîtrise des Hauts-de-Seine s'efforce à **développer des actions croisées avec les deux autres entités artistiques en résidence à La Seine Musicale**, à savoir Insula Orchestra et l'Académie Philippe Jaroussky.

Pour ces 4 axes (hors formation appliquée), l'association est subventionnée principalement par le Conseil Général des Hauts-de-Seine à hauteur de 1.545.000 €.

Ces conditions de fonctionnement ne placent pas l'association dans le secteur concurrentiel. De plus, elle présente une utilité sociale par le produit proposé et le public visé.

Elle échappe donc aux impôts commerciaux par son activité.

Par ailleurs, dans le cadre de la formation des enfants qui est de plus en plus reconnu, elle participe à des manifestations de soutien et de bienfaisance en tout état de cause exonérée de TVA en application de l'article 261-7-1-c de Code Général des Impôts.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Impact de la crise sanitaire liée au COVID 19

Aucun impact n'est à mentionner sur les comptes au 31 décembre 2023.

Evènement concernant les opérations militaires en UKRAINE

Aucun impact n'est à mentionner sur les comptes au 31 décembre 2023.

Acquisition des congés payés pour les salariés en arrêts de travail pour maladie non professionnelle

Entrée en vigueur le 24 avril 2024, la loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne met en conformité le code du travail avec le droit européen sur l'acquisition et le report des congés payés en cas d'arrêt maladie ou AT/MP. Avec des règles visant à atténuer le « choc » pour les entreprises, mais en reconnaissant expressément qu'un salarié acquiert des congés payés pendant un arrêt maladie.

Après des années d'inertie, les pouvoirs publics ont donc décidé de mettre en conformité le code du travail au droit européen. Les nouvelles règles sont issues de la loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne (DDADUE) (loi 2024-364 du 22 avril 2023, art. 37, JO du 24). La loi est entrée en vigueur le 24 avril 2024, certaines de ses dispositions étant rétroactives.

Comme annoncé, les pouvoirs publics ont mis en conformité le droit français au droit européen sans surtransposition, avec pour ambition de limiter autant que faire se peut l'impact de ces nouvelles règles pour les entreprises. Mais c'est au prix d'une gestion un peu plus complexe des congés payés en entreprise.

Rétroactivité du 1^{er} décembre 2009 au 24 avril 2024

Sous réserve des décisions de justice passées en force de chose jugée et des règles conventionnelles plus favorables en vigueur à la date d'acquisition des droits à congés, la loi prévoit une application rétroactive, du 1^{er} décembre 2009 au 24 avril 2024 (date de son entrée en vigueur) (loi 2024-364 du 22 avril 2024, art. 37, II) :

- de la règle d'acquisition de congés payés durant un arrêt pour accident ou maladie non professionnelle (2 jours ouvrables par mois) ;
- des dispositions relatives à l'information du salarié sur ses droits ;
- des règles de report, dont les modalités et le point de départ varient selon la durée de l'arrêt de travail.

Actuellement une seule salariée est concernée, salariée en arrêt maladie non rémunérée et n'ayant pas acquis de congés payés depuis mars 2011.

Une simulation du coût du paiement des congés payés au 31/12/2023 a été effectuée et permet de le valoriser à 35.669 €

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun impact n'est à mentionner sur les comptes au 31 décembre 2023.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

(Décret n° 83-1020 du 29-11-1983 – articles 7,21,24 début, 24-1, 24-2 et 24-3)

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total est de 1 431 614 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégagant **un résultat bénéficiaire de 1.933 € : pour rappel, l'exercice clos le 31/12/2022 avait dégagé une perte de 18.154 €.**

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023. Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels au 31/12/2023 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, et celles du règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en EUROS.

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Stocks :

Le coût des stocks comprend tous les coûts d'acquisition, de transformation et autres coûts encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

La valeur brute des éléments fongibles du stock est déterminée selon la méthode du dernier prix d'achat en raison d'une rotation rapide (ou FIFO ou coût unitaire moyen pondéré). Les frais d'approche sont retenus dans la valorisation des stocks. La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Les produits fabriqués sont valorisés au coût standard de production comprenant les consommations, les charges indirectes et directes de production, les amortissements de biens concourant à la production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Fonds dédiés

A la fin de l'exercice, les fonds dédiés ont été utilisés à hauteur de 190.000 € et de nouveaux constitués à hauteur de 0 €.

Faits significatifs intervenus au cours de l'exercice

La Maîtrise est installée dans les locaux de la Seine Musicale à l'Ile Seguin depuis 2017.

L'année 2023 a été marquée par une sensible augmentation de l'activité tant dans le domaine Lucratif que dans l'activité sociale et non lucrative.

Rémunérations des 3 plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés (Article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006)

Conformément à la disposition ministérielle applicable aux associations, les rémunérations brutes des 3 plus hauts cadres et salariés se sont élevées à **380.303 €**. Durant cette période, aucun membre bénévole n'a été rétribué par l'association.

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

L'association a poursuivi la comptabilisation de ses engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière qu'elle doit verser au moment du départ à la retraite de ses salariés : le Montant de la provision est de : 22.480 €.

Le montant des engagements s'élève à la clôture de l'exercice à 241.899 €.

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur :

- le salaire en fin de carrière
- les droits accumulés en fin de carrière : méthode rétrospective proratisée sur l'ancienneté
- la quotité de droits cumulés en fin de carrière basée sur la convention collective
- le départ volontaire ou à l'initiative du salarié
- l'âge de départ à la retraite : 62 ans
- le taux de rotation du personnel : 5 ans
- le taux moyen d'augmentation des salaires : 3%
- le taux d'actualisation retenu : 6%
- le taux moyen des charges sociales : 40%

Tableau de suivi des fonds propres

Libellé	Solde au début de l'exercice	Affectation du résultat et retraitement	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres :	422 165,94	0,00	0,00	0,00	422 165,94
- Patrimoine intégré					
- Fonds statutaires	7 622,45				7 622,45
- Subventions d'investissement sur biens non renouvelables					
Fonds associatifs sans droit de reprise					
- Apports sans droit de reprise					
- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés					
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables					
Ecart de réévaluation					
- Indisponibles					
- Statutaires ou contractuelles					
Réserves :					
- Réglementées					
- Autres	65 000,00				65 000,00
Report à nouveau	349 543,49				349 543,49
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	0,00	1 933,24			1 933,24
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS	-26,22	0	0	0	-26,22
- Apports					
Fonds propres :					
- Legs et donations					
- Résultats sous contrôle de tiers financeurs					
Ecart de réévaluation					
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	-26,22				-26,22
Provisions réglementées					
Droit des propriétaires					
TOTAL	422 139,72	1 933,24	0,00	0,00	424 072,96

Etat des immobilisations

Immobilisations	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Diminution de l'exercice	Augmentation
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	226 652,20		80 184,00
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	226 652,20		80 184,00
Immobilisations corporelles	1 317 283,74		59 500,00
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
Installations			
- Générales, agencements et aménagements constructions			
- Techniques, matériel et outillage	216 633,01		
- Générales, agencements et aménagements divers	649 345,57		
- De transport	17 018,76		
Matériel :			
- De bureau et informatique, mobilier	433 854,40		59 500,00
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	432,00		
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 317 283,74		59 500,00
Immobilisations financières			
Participations évaluées par mise en équivalence			
- Participations			
Autres :			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
TOTAL GÉNÉRAL	1 543 935,94		139 684,00

Immobilisations	Diminutions		Valeur brute des immo.	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virements	Cessions	en fin d'exercice	Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			306 836,20	
TOTAL			306 836,20	
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
Installations : - Gales, agencés et aménagt. const.				
- Techniques, matériel et outillage			216 633,01	
- Gales, agencés et aménagt. divers			649 345,57	
Matériel : - De transport			17 018,76	
- De bureau et informatique, mob.			493 354,40	
Emballages récupérables et divers			0,00	
Immobilisations corporelles en cours			432,00	
Avances et acomptes			0,00	
TOTAL			1 376 783,74	
Participations évaluées par mise en équivalence				
- Participations				
Autres : - Titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
TOTAL				
TOTAL GÉNÉRAL			1 683 619,94	

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice				
Immobilisations amortissables	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminut.	Montant en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et développement				
Fonds commercial				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	72 945,53	71 929,33		144 874,86
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	72 945,53	71 929,33		144 874,86
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Installations générales, agencements et aménagements divers				
Immobilisations Corporelles	1 340 578,45	38 268,20		1 378 846,65
Matériel de bureau et informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 340 578,45	38 268,20		1 378 846,65
TOTAL GÉNÉRAL	1 413 523,98	110 197,53		1 523 721,51

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglementées					
Provisions pour :	- Reconstitution des gisements				
	- Investissements				
	- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires					
Provisions pour prêts d'installation					
Autres provisions réglementées					
RÉGLEMENTÉES PROVISIONS		219 419,00	22 480,00	0,00	241 899,00
Risques et charges					
Provisions pour :	- Litiges				
	- Garanties données aux clients				
	- Pertes sur marché à terme				
	- Amendes et pénalités				
	- Pertes de change				
	- Pensions et obligations	219 419	22 480		241 899
	- Impôts				
	- Renouvellement des immobilisations				
	- Gros entretien et grandes révisions				
	- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		219 419	22 480	0	241 899

Etat des créances

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières			
De l'actif circulant			
Clients douteux ou litigieux	886	886	
Autres créances clients	130 650	177 696	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 639	2 639	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	6 743	1 756	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	1 113	4 713	
Groupe et associés (2)			
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)			
Charges constatées d'avance	60 000	148 911	
TOTAL	202 032	336 602	

Etat des dettes

Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de - A 1 an max. à l'origine				
crédit (1) : - A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	246 036	287 562		
Personnel et comptes rattachés	33 372	19 498		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	172 537	171 654		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	67 663	37 352		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)				
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)				
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	27 532	37 500		
TOTAL GENERAL	547 141	553 566		

Charges à payer

(Article R123-189 du Code de Commerce)

Charges à payer	Exercice clos le	Exercice clos le
incluses dans les postes suivants du bilan	31/12/2023	31/12/2022
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	246 036	287 562
Dettes fiscales et sociales	273 573	228 504
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	519 609	516 066

Détail des charges à payer

Charges à payer	Exercice clos le	Exercice clos le
incluses dans les postes suivants du bilan	31/12/2023	31/12/2022
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	246 036	287 562
Dont 408100 FNP CAC Compta	22 700	25 695
Dettes fiscales et sociales	273 573	228 504
Dont 428200 Dettes provisionnées pour congés à payer	34 089	49 908
428600 Autres charges à payer		
438200 Charges sociales sur congés à payer	53 788	31 760
438600 Taxe formation	11 747	12 132
Dettes s/immobilisations, comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	519 609	516 066

Tableau de variation des fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issue de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépenses au cours des deux derniers exercices
Subvention d'exploitation	408 500,00	190 000		-	-	218 500	150 000
Projets financés par la subvention attribuée par le Conseil Départemental des Hauts-de-Seine	408 500,00	190 000				218 500	150 000
—							
—							
TOTAL	408 500,00	190 000		-	-	218 500	150 000

La partie des ressources (dons, subventions, etc.) dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés ».

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produit au compte de résultat au cours des exercices suivants, au fur et à mesure de la réalisation du projet défini.